

PAR MOHAMED BOUHAMIDI
mbouhamidi2001@yahoo.fr.

Gauche réelle ou supposée, l'opposition française tient à humilier Bachar Al-Assad. Elle consent à sa présence, le 13 juillet, puisque la Syrie est méditerranéenne, mais en insistant pour lui signifier qu'il est un malpropre indésirable à leur fête du 14 Juillet. Cette volonté d'humilier, de rabaisser, de stigmatiser montre bien que les relations d'Etat à Etat ne se basent plus sur le droit international. C'est-à-dire la reconnaissance des Etats et de leur souveraineté. Ce n'est pas à la gauche française ou à la droite de décider la bonne politique pour l'Etat syrien. Car la droite ne fait pas autre chose. Dans un bel ensemble, les présidents français et américain ont demandé à la Syrie de se désolidariser de l'Iran et de respecter l'indépendance du Liban. Droite et gauche, même combat. La Syrie ira très certainement à Paris car elle joue gros pour sortir de son «isolement». Mais le traitement qu'elle subit montre à quel point tous les Etats de la région qui adoptent des politiques plus ou moins autonomes risquent de subir les mêmes avanies. Notre Etat comme les autres. Et il faudra bien y mettre le holà un jour ou l'autre. Notre pays a été déjà confronté à cette tentative d'ingérence massive après 1992. Pourtant, le plus épais des imbéciles sait que si la France ou les USA avaient le moindre début de preuve d'une implication syrienne dans la mort de Rafic Hariri, ces deux puissances l'auraient étalé partout dans les journaux, les émissions, les débats, etc. Elles auraient déjà déclenché les procédures pour frapper et le régime et le peuple de ce pays. Or, la commission d'enquête n'a pas trouvé la plus petite piste syrienne malgré ses efforts pour la dénicher.

Si l'Algérie accepte une telle conduite contraire au droit international, elle accepte d'emblée de la subir un jour sans pouvoir la récuser. Et elle accepterait le cynisme de ces deux puissances quand elles parlent de l'indépendance du Liban en zappant l'occupation israélienne des fermes de Chebaâ et le pillage de l'eau libanaise. Avons-nous vraiment besoin de nous mettre dans un ensemble régional alors que les forces politiques européennes se sont arrogées le droit d'ingérence et de jugement sur les autres ? Au nom de quelle supériorité morale ? C'est à nous de voir.

M. B.

ANNULATION

Amar Saïdani devait présider la délégation du FLN à la rencontre des partis politiques maghrébins, tenue la semaine dernière à Tripoli. Toutefois, l'ex-président de l'APN aurait décidé d'annuler son déplacement à la dernière minute. La volte-face de Saïdani n'a pas manqué de faire jaser au sein de l'instance exécutive du FLN.



L'ACQUISITION DE LA DGSN

Les services de la DGSN viennent de se doter d'un nouveau système, très perfectionné, d'identification balistique, indiquent des sources crédibles.



Le nouveau système, similaire à celui utilisé par le FBI américain, permettra d'identifier instantanément l'arme utilisée pour peu que l'empreinte de cette dernière soit répertoriée par les services de la DGSN, expliquent nos sources.

CONVOITISES

Fermés depuis janvier dernier, la soixantaine de magasins (points de vente) de l'EPE Districh, aujourd'hui en cessation d'activité, sont au centre d'une polémique entre les représentants des travailleurs et les responsables de la SGP concernée.

Selon des indiscretions, les magasins, situés dans des quartiers huppés de la capitale, font l'objet de convoitises de la part de certains lobbies alors que l'entreprise n'est pas dissoute et que les travailleurs sont dans l'attente de la reprise de ses activités.

